

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DEPARTEMENTS et ALSACE LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLÈTERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50
— Le numéro, 45 centimes.
DEPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES. 1 fr. 50 la ligne.
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
Place de la Bourse, 8
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Bourse	Raise
3 0/0	80 80	» 10 » »
3 0/0 amortiss.	82 45	» 10 » »
4 1/2 0/0 1883	108 90	» 15 » »
Cons. anglais	99 11/16	» 20 » »
Italian	94 45	» 1/16
Flor. autric. (or)	88 1/2	» 1/4
E. p. Extér. nouv.	57 1/4	» 1/16
Egyptien 6 0/0	328 75	» » » »
Ch. Egyptiens	435 »	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 15	» » » »
Banque ottomane 520 ..	» » » »	» » » »

PARIS, 8 AOÛT

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

M. de Freycinet partira de samedi prochain en huit pour Mont-Saint-Vaast. Le ministre des affaires étrangères sera l'hôte du président de la République pendant une quinzaine de jours environ. M. de Freycinet rentrera à Paris dans les premiers jours de septembre.

Aujourd'hui, à deux heures, a été célébré à la chapelle américaine, 21, rue de Berry, un service funèbre en l'honneur du général Grant, ancien président des États-Unis. La chapelle était élégamment décorée de trophées de drapeaux, de bougies et de fleurs. Parmi l'assistance, fort nombreuse et qui comprenait la colonie américaine tout entière, nous remarquons MM. Mac-Laine, ambassadeur des États-Unis à Paris; Walckenaer, consul général, et M. le lieutenant-colonel Fayet, représentant le président de la République.

Les pierres d'ossage ont été dites par les révérends E. W. Hitchcock, de la chapelle de la rue de Berry, et J. B. Morgan, de la chapelle de la rue Bayard.

On annonce pour le mardi 18 août une grande réception à l'ambassade d'Autriche en l'honneur de l'anniversaire de la naissance de l'empereur François-Joseph. La réception sera précédée d'un grand banquet offert par les membres de la colonie austro-hongroise à Paris, sous la présidence de M. le comte Hoyos et auquel seront invités les membres du corps diplomatique.

Toutes les cours alliées célébreront par une fête et anniversaire du 18 août.

Toulon, 8 août.
Il est absolument faux que la présence du choléra ait été constatée ici. L'état sanitaire de Toulon est excellent. Le paquebot *Bordeaux*, affrété pour le compte de l'État, est parti pour la Cochinchine et le Tonkin, emportant un stock considérable de matériel.

EXTÉRIEUR

Londres, 8 août.

Le *Daily News* assure que depuis l'avènement du ministre conservateur, les négociations relatives à la médiation n'ont pas été continuées. On considère au Foreign-Office, dit le journal libéral, que d'un accord facile les deux gouvernements laissent de côté cette question.

Le *Morning Post* croit savoir que les dernières dépêches de M. de Giers sont des plus conciliantes et qu'elles donnent lieu de croire à la possibilité d'un règlement immédiat de la question des frontières afghanes.

Le même journal apprend que sir D. Wolff a reçu ses dernières instructions relatives à sa mission en Egypte. Il quitte Londres ce matin.

Le *Morning Post* annonce, d'autre part, que la proposition du Parlement austral de le 13 de ce mois.

M. Gladstone quitte l'Angleterre aujourd'hui pour aller visiter les côtes de la Norvège à bord du yacht de sir Thomas Brassey, le *Sudwest*.

Le voyage de M. Gladstone durera environ trois semaines.

Pendant en revue les derniers événements politiques, le *Times* s'exprime ainsi : « En ce qui concerne l'Angleterre, la situation s'est améliorée. On ne saurait ni ignorer que le changement de cabinet nous a rapprochés des puissances continentales. »

Malgré quelques nuages et des rumeurs infatuées, on peut constater des symptômes favorables dans nos rapports avec l'extérieur.

Faisait ensuite allusion au langage tenu à l'égard de la France par les organes allemands semi-officiels, le *Times* dit : « Il n'est jamais rien résulté des sortites du genre de celle qui vient d'être faite. Si cette dernière influe d'une manière quelconque sur les élections qui vont avoir lieu en France, on s'en est bien aperçu. Le Reichstag a voté l'augmentation du budget de l'armée, elle aura probablement produit tout l'effet qu'on en attendait. »

Londres, 8 août.

Le départ de sir Drummond Wolff, qui devait avoir lieu hier soir, a été retardé et n'aura lieu que ce soir.

Helsingfors, 7 août, soir.

Le tsar et la tsarine sont arrivés ce soir à sept heures. La population leur a fait un accueil enthousiaste.

INFORMATIONS

C'est fait : le projet d'organisation administrative et judiciaire du Tong-King, tel qu'il a été préparé par M. Rousseau, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la marine, est ajourné jusqu'à nouvel ordre.

Le général de Courcy a été autorisé par le gouvernement à appliquer son projet qui, on le comprend sans peine, est absolu-

ment différent de l'organisation civile rêvée par la direction des colonies.

Est-ce un bien? Est-ce un mal?

Sans vouloir nous prononcer dans cette délicate question, nous constaterons cependant que la décision prise par le gouvernement de laisser les pleins pouvoirs entre les mains de l'autorité militaire indique suffisamment que la pacification du Tong-King est loin d'être aussi avancée que le voudraient faire croire certaines communications officielles.

Après avoir siégé presque sans interruption depuis le commencement de l'année, le conseil municipal de Paris a définitivement clos sa session hier soir, à 8 heures 1/2.

Cette assemblée ne sera plus convoquée qu'un mois d'octobre prochain, pour voter le budget et arrêter le plan général des travaux à effectuer au moyen des 250 millions de bons que la Ville demande à émettre.

Cette autorisation ne pouvant être donnée qu'en vertu d'une loi, il en résulte que la première émission n'aura lieu que l'année prochaine.

Notre plénipotentiaire aux États-Unis, M. Roustau, est prochainement attendu à Paris, en vertu d'un congé.

On affirme toujours que ce diplomate, qui n'a qu'un enthousiasme modéré pour sa résidence actuelle, n'y retournera pas.

Dans ce cas, les candidats à sa succession ne manqueraient pas; on cite, notamment, M. Tricou, ancien ministre en Chine; M. Lemaire, ex-résident à Hué; enfin, M. Barrère, qui chasserait volontiers le consulat général du Caire pour la légation de Washington.

UNE AUGMENTATION

DE L'IMPOT DES PATENTES

Depuis le commencement de cette année, nous nous sommes évertués à dire que les gaspillages financiers du gouvernement et ses folles dépenses au Tong-King devaient entraîner une augmentation notable de l'impôt à brève échéance.

Les faits aujourd'hui commencent à nous donner raison, car voici le petit article que les ministres ont glissé insidieusement dans la loi de finances, et qu'avant de se séparer la majorité opportuniste a voté sans difficulté aucune :

« Les tarifs et tableaux annexés à la loi du 15 juillet 1880, concernant les patentes, sont modifiés conformément à l'état annexé à la présente loi. »

Or, cette modification consiste à imposer au vingtième de la valeur locative de leurs habitations, de leurs usines et de leurs ateliers nombre d'industriels, de fabricants et de manufacturiers, qui, jusqu'à présent, se trouvaient imposés seulement au quarantième, au cinquantième, voire au soixantième.

C'est-à-dire que le droit proportionnel de patente va être doublé et même triplé, à partir du 1er janvier 1886, pour les commerces et industries visés par la nouvelle loi.

Comme le travail des agents des contributions ne commencera que dans plusieurs semaines, et comme il ne sera terminé et publié que dans plusieurs mois, le cabinet et la majorité opportuniste avaient pensé sans doute que la disposition inscrite dans le budget de 1886 ne serait pas divulguée avant les élections générales.

Mais c'était, selon l'expression populaire, compter sans son hôte.

L'article inséré subrepticement dans la loi de finances du prochain exercice a été remarqué, et ses conséquences onéreuses pour le commerce et l'industrie ont été signalées.

Maintenant, grâce aux avertissements de la presse, les divers intéressés sont prévenus.

Leur appartenance de porter, lors des scrutins qui s'ouvriront en octobre, un verdict sévère sur les hommes et sur la politique auxquels le pays est redevable d'un accroissement de charges dont le budget de 1886 renferme déjà un premier et significatif témoignage.

La *Correspondance Saint-Chéron* croit savoir que la note publiée par le *Figaro* sur l'attitude du comte de Paris a été rédigée par M. Lambert Sainte-Croix lui-même.

On lisait dans cette note que dans la bataille électorale, M. le comte de Paris aurait pour commandant en chef M. Lambert Sainte-Croix.

Alors, ce serait donc M. Lambert Sainte-Croix de la Bretonnerie qui se serait nommé lui-même à ce poste important? Cela est vraisemblable.

La Justice écrit ceci :

Le comte de Paris nous fait donc savoir qu'il est prêt à substituer « les actes » aux « paroles ». Nous trouvons, nous, que c'est déjà beaucoup trop qu'il soit autorisé, lui et sa famille, à « parler » sur le territoire français.

Si le gouvernement avait conscience de ses devoirs à l'égard de la démocratie, il relèguerait, comme de simples récidivistes, tous les prétendants à l'étranger.

La Justice se fait de singulières illusions sur les devoirs du gouvernement de la République : s'il plait aux princes de parler, il est tenu de les laisser parler, comme tous les autres citoyens — comme M. Clémenceau lui-même.

Quant à expulser les prétendants, la

Justice voudrait bien faire croire que la République est de taille à concevoir et à exécuter un pareil projet.

Mais elle sait comme nous que le gouvernement républicain n'a rien de ce qu'il faut pour une entreprise semblable.

Expulser les prétendants, lui? Il n'oserait même pas y songer...

LE GOUVERNEMENT NÉCESSAIRE

Si le *Gaulois* exprime exactement la pensée de son parti, ou du moins de la majorité de son parti, ses nouvelles doctrines offrent un intérêt exceptionnel et l'on ne saurait trop y insister.

Cette doctrine incarnée de l'orléanisme serait, en effet, l'un des phénomènes les plus curieux, les plus imprévus de notre époque, si féconde en surprises.

En 1830, l'orléanisme se glissa à la place des Bourbons, en disant : « Je suis la meilleure des Républiques ». Il voudrait, aujourd'hui, se substituer aux Bonapartes, en disant : « Je suis le meilleur des Empires ».

Ce nouvel escamotage sera moins facile à opérer, nous l'en prévenons. Et nous ne sommes pas seuls à l'en prévenir. Quand M. Hervé, reconnaissant que les royalistes devaient s'incliner devant la souveraineté nationale et fonder le trône sur le suffrage universel, la *Gazette de France* lui dit avec raison :

Ce que M. Hervé entend par la monarchie démocratique, c'est un régime selon le système impérial, c'est la négation absolue de la monarchie... M. Hervé pense certainement servir les intérêts de son parti, en sacrifiant ce qui est sa raison d'être : qu'il prenne garde, s'il démontre au pays que cette raison d'être n'existe pas, d'avoir servi les intérêts d'autres partis, qui éplèvent toutes ses paroles et les exploitent au profit de leur cause.

Pour faire tourner la nouvelle doctrine orléaniste au profit de notre cause, nous n'avons nul besoin de l'exploiter : il nous suffit de l'enregistrer.

Nous avons toujours été convaincu que l'Empire était la seule expression monarchique de la France moderne; que l'Empire était le gouvernement naturel, le gouvernement nécessaire de notre société démocratique. Mais quand nous l'affirmions, notre témoignage pouvait paraître suspect. Comment en douterait-on désormais quand cette supériorité, cette nécessité du régime impérial est attestée par ceux-là même qui l'avaient énergiquement combattu jusqu'à ces dernières années, mais que l'expérience a convertis, que l'observation des faits obligés à confesser leur longue erreur, à brûler ce qu'ils adoraient, à adorer ce qu'ils brûlaient depuis cinquante ans?

Cette rehabilitation de nos principes, cette revanche de nos idées constituées déjà pour nous un éclatant succès. Mais ne doit-elle nous causer qu'une satisfaction platonique? Non, cause ne doit-elle triompher qu'aux dépens de notre parti? Les partisans de la « monarchie impériale » l'espèrent. Si l'Empire leur paraît le meilleur gouvernement, c'est à la condition qu'ils l'absorbent. S'ils jugent nécessaire de relever le système impérial, ils jugent plus nécessaire encore de le relever à leur profit. Ils aiment décidément cette musique, mais à la condition de la jouer eux-mêmes, affirmant qu'ils sauraient la jouer mieux, beaucoup mieux que nous... On le vit bien au 16 Mai!

Cette combinaison naïvement machiavélique ne nous inquiète guère. Nous serions désolés de refroidir la ferveur impérialiste de ceux qui l'ont conçue; mais la loyauté nous oblige à leur montrer qu'ils s'abusent et que les marrons qu'ils veulent bien tirer du feu sont destinés à notre table! Rien ne nous paraît plus facile.

Le système impérial — tel qu'ils le définissent exactement : le souverain gouvernant lui-même, un Conseil d'Etat, élaborant sous sa direction « toutes les grandes affaires publiques », des Chambres « compétentes pour le contrôle et pour le contrôle seulement » — ce système repose tout entier sur la volonté nationale. Tenter de l'asseoir sur une autre base serait une entreprise absolument chimérique.

Sous le régime constitutionnel, quel est le véritable souverain? C'est le Parlement. Que le chef de l'Etat, instrument de ses volontés, reçoive de lui l'investiture, rien de plus naturel.

Sous le régime impérial, quel est le souverain? La nation. A la nation seule appartient donc le droit de lui conférer le pouvoir, de lui déléguer sa propre autorité. S'il n'a pas reçu cette délégation expresse; si la nation ne lui a pas transmis son pouvoir souverain; s'il a reçu la couronne d'un Parlement subordonné, quelle sera donc la source de son autorité? Un souverain gouvernant par lui-même ou par des ministres irresponsables, sous le contrôle et non sous la direction du Parlement, s'il n'en avait pas reçu le mandat exprès et formel de la volonté nationale, ce ne serait pas un empereur, ce serait un czar, ce serait un autocrate. Les libéraux de 1830, les ardents champions de l'Union libérale, ceux qui hier encore se nommaient « le parti constitutionnel », en seraient-ils réduits à nous offrir cette monarchie d'ancien régime? Une conversion aussi radicale serait plus extraordinaire en-

core que celle de M. Léo Taxil! Nous ne pouvons l'admettre.

Qu'on le veuille ou non, pour relever le système impérial, on sera donc contraint par la force des choses à lui donner sa base essentielle : l'appel à la volonté nationale, directement, franchement consultée.

Eh bien! nous n'en demandons pas plus.

Qu'on interroge le pays; qu'on lui donne le droit de choisir son gouvernement, de choisir son chef; qu'on ferme ainsi l'ère trop longue de nos divisions en soumettant les prétentions opposées des partis au verdict souverain de la volonté populaire : c'est le but que nous poursuivons depuis quinze ans!

Après nous avoir rendu le service de justifier, contre leurs propres accusations, le système impérial, ses institutions démocratiques, ses institutions autoritaires; après nous avoir rendu le service de démontrer au pays que l'Empire, si longtemps méconnu par eux, est décidément le régime nécessaire, ils veulent bien nous aider à obtenir le moyen, que nous croyons infallible, de le relever légalement — l'appel au Peuple!

Nous serions bien ingrat si nous ne leur en témoignions toute notre reconnaissance.

Le *Journal officiel* publie ce matin un mouvement judiciaire, qui vient vraiment à son heure : — c'est moins encore un mouvement judiciaire qu'un mouvement électoral.

Ne faut-il pas avoir des magistrats pour concourir, dans la mesure sinon de leurs droits, du moins de leurs moyens, à la campagne de la candidature officielle? Ils ont deux mois devant eux pour étudier leurs dossiers, nous voulons dire les candidatures chères à M. Brisson.

On les eût bien nommés plus tôt, pour leur donner plus de temps; mais M. le président du conseil a voulu attendre le départ des députés, car il connaissait la Chambre et redoutait les interpellations.

LES ÉLECTIONS ET L'OPPORTUNISME

Comme nous l'avons annoncé hier, les élections sont décidément et définitivement fixées au 4 octobre.

A ce propos, la *République française* trouve bon de faire blanc de son épée, suivant sa coutume. Elle affirme que la date du scrutin lui était bien indifférente, et elle en donne ses motifs.

Elle dit que la situation est bonne aujourd'hui, d'une extrémité à l'autre du pays, pour le parti républicain, et que « plusieurs départements, qui avaient inspiré dans ces derniers temps des appréhensions, ont donné, au contraire, des marques récentes non contestables de la solidité de leur attachement aux institutions républicaines. »

La République affecte de ne pas connaître les dernières élections départementales; elle oublie intentionnellement que, depuis plusieurs mois, les conservateurs ont gagné un assez joli nombre de sièges de conseillers généraux, et que les républicains ont été battus dans divers cantons qu'ils croyaient posséder.

Ce journal opportuniste prend donc absolument le contre-pied de la vérité.

C'est pas tout : la *République française* ajoute encore : « Nos amis se sont montrés unis, disciplinés... »

En vérité, c'est bien le moment de parler de l'union et de la discipline des républicains, quand M. Clémenceau court la France, faisant campagne contre les amis de la *République française*; quand l'opportunisme et le radicalisme en sont aux couteaux tirés; quand enfin l'opportunisme lui-même est en pleine décomposition et qu'il ne peut venir à bout de s'entendre sur ce fameux programme, promis et annoncé avec tant de fracas!

LE VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL

Le conseil municipal de Paris a clos, hier, sa discussion relative à la création de ressources extraordinaires pour les travaux publics.

On lira plus loin le compte rendu de cette séance, dont nous ne voulons retenir ici que la conclusion, c'est-à-dire l'ensemble des résolutions prises.

Elles peuvent se résumer de la manière suivante :

La ville de Paris est autorisée à émettre des bons de la Caisse municipale jusqu'à concurrence de 250 millions de francs.

L'émission sera échelonnée sur onze années, de 1885 à 1896 inclusivement, selon les besoins des travaux à entreprendre.

Il sera fait face au service des bons en question au moyen d'une première imposition extraordinaire de 4 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes à partir de 1886, et au moyen d'une seconde imposition extraordinaire de 7 centimes sur les mêmes contributions à partir de 1890.

Ultérieurement aura lieu un emprunt de 250 millions de francs par voie de souscription publique, afin de consolider les bons de caisse qui auront été émis.

Enfin, le conseil a adopté, sur la proposition de M. Navarre, une motion ainsi conçue :

Les ressources nécessaires à l'exécution de travaux publics seront réalisées à l'aide d'une taxe de 1 pour 1,000 sur la valeur venale des terrains, bâtis et à bâtir, appartenant à des particuliers;

L'excédent de cette taxe sera consacré au dégrèvement des droits d'octroi.

Ce sont les adversaires de l'emprunt qui ont présenté cette dernière clause, d'où il résulte que, sur un point tout au moins, la délibération du conseil municipal pourra sembler contradictoire.

Nous reviendrons, du reste, sur ce sujet.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

M. Allain-Targé, ministre de l'intérieur, qui se voit dans l'impossibilité d'être réélu à Paris, pose décidément sa candidature dans l'Ariège.

Il s'est fait écrire de ce département une lettre à laquelle il répond :

« Si les républicains de votre département croient mon nom utile pour la politique de concentration et d'union qui est la mienne, il leur appartient. Je vous prie de bien indiquer ce sentiment à nos amis de l'Ariège. »

Ce n'est pas précisément le nom de M. Allain-Targé qui est utile aux républicains de l'Ariège :

Parbleu, monsieur, le nom ne fait rien à l'affaire...

Si M. Allain-Targé n'était pas ministre de l'intérieur, les républicains de l'Ariège se soucieraient de son nom comme de celui du Grand-Turc.

Mais il est ministre de l'intérieur et il apporte avec lui l'appui de l'administration et tout l'outillage de la candidature officielle, avec l'assiette au beurre.

On parle d'une lettre de M. Jules Ferry, relative aux fameuses mines du Tong-King. Il paraît que l'ancien ministre opportuniste éprouve le besoin d'exposer qu'il n'a jamais accordé de concession de mines à M. Bavier-Chauffour, son cousin. Voilà une plaidoirie qui a eu le tort de venir un peu tard, et il y a longtemps que M. Jules Ferry aurait dû se disculper, si cela lui est possible, de l'accusation qui pèse sur lui.

Il n'y a, du reste, pas encore à apprécier les moyens de défense de l'accusé, et il faut attendre que la lettre annoncée ait été publiée. On verrait quelles preuves elle apporte et quelle lumière elle fait dans la question. Nous y reviendrons demain.

Tout ce qu'on peut dire d'avance, c'est que si M. Jules Ferry n'a à mettre dans cette lettre que ses affirmations personnelles, il peut se dispenser de l'écrire. Il a trop souvent menti pour être cru, et sa parole n'a plus cours.

A propos de M. Jules Ferry, on lira plus loin quelques extraits d'un article du *Messenger de Valence*.

On n'a pas oublié le suicide du maire de Nîmes, le banquier Margaron, qui était si dévoué à la République. Notre confrère explique comment ce personnage fut poussé à cet acte de désespoir, parce que le ministre Ferry l'avait lui-même invité à fonder sur le Tong-King des espérances pécuniaires qui ne se réalisèrent point.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 8 AOÛT

La température est en baisse générale. En France, le temps reste éclairci avec averses par instants dans l'Ouest et le Nord; ailleurs, il est au beau.

Hier, à Paris, il y a eu dans l'après-midi de la pluie accompagnée de tonnerre.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent des régions O. fort; mer agitée.

Océan. — Vent des régions O. faible; mer belle.

Méditerranée. — Vent d'entre O. et N. modéré à fort; mer agitée.

Aujourd'hui, 8 août, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 14 1/2
A onze heures du matin..... + 20 1/2
A une heure du soir..... + 22 1/2
Température la plus basse de la nuit..... + 12 1/2

Le baromètre est à 763 millimètres.

Le *Journal officiel* contient ce matin la nomination suivante :

« Mme Garcin (Magdeleine-Claire), en religion sœur Saint-Cyprien, est nommée chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur. Mère supérieure des sœurs hospitalières de Saint-Augustin, à Marseille. A donné ses soins aux malades pendant toutes les épidémies cholériques, typhoïdes et varioles qui ont sévi dans les hôpitaux depuis 1842. Nombreux actes de dévouement; 43 ans de services. »

M. Forichon, procureur général près la cour d'appel de Bourges, est nommé secrétaire général du ministère de la justice.

M. le président de la République et Mme Grévy, M. et Mme Wilson, accompagnés de M. Fournier et du colonel Cance, sont partis ce matin, pour Mont-Saint-Vaast, par le train de 9 h. 55.

Le général Pittié, le lieutenant-colonel Dessirier et le lieutenant-colonel Fayet ont accompagné le président de la République jusqu'à la gare où se trouvaient

également M. le préfet de police et M. Gaubert.

Sont nommés adjoints au maire du dix-septième arrondissement municipal de la ville de Paris, MM. Nivert et Gény.

M. le vicomte Henri Delaborde, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, vient de donner sa démission de conservateur du cabinet des estampes à la Bibliothèque nationale; il est remplacé par le sympathique M. Duplessis, conservateur-adjoint audit département.

La princesse Joachim Murat, née Claire d'Elchingen, et qui s'est mariée il y a un an avec le prince

Parlement anglais

Londres, 7 août.

Chambre des Lords. — Lord Sandhurst demande si le gouvernement se propose de faire des démarches pour assurer l'exécution par la Bulgarie de l'article 10 du traité de Berlin, en ce qui concerne le chemin de fer de Varna-Rousschouk.

Le marquis de Salisbury répond que le traité de Berlin n'a pas, suivant lui, épuisé les obligations existant à ce sujet en ce qui concerne la Turquie ou la Compagnie; il a transféré seulement la Bulgarie du sultan au prince de Bulgarie. A ce moment, il eût fallu régler avec la Compagnie certains engagements existant entre elle et la Porte. Depuis, les puissances ont décidé que les engagements incombant au prince Alexandre en remplacement de la Porte.

L'orateur espère que les puissances européennes adresseront des exhortations au gouvernement bulgare afin d'amener un arrangement satisfaisant; il assure à la Chambre que cette affaire s'accomplira par le gouvernement, mais qu'il est impossible de promettre d'obtenir l'acquiescement de la Bulgarie.

Chambre des Communes. — M. Bourke, répondant à une question relative au chemin de fer de Varna-Rousschouk, dit que le gouvernement est d'avis que le meilleur procédé à employer serait de soumettre cette affaire aux ambassadeurs de Constantinople.

La Bulgarie consentit à le faire en 1881, mais jusqu'à ce que les difficultés matérielles ont surgi pour l'exécution de ce projet.

Le bill concernant la protection des jeunes filles et des femmes a été adopté en troisième lecture.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Italie

M. de Schlozer, ministre de Prusse, près le Saint-Siège, est arrivé à Rome, et a suivi de près dans cette capitale Mgr Melchers, prédécesseur de Mgr Crementz, sur le siège de Cologne.

L'accueil des plus sympathiques fait par le Vatican à Mgr Melchers, exilé d'Allemagne pour avoir refusé d'accepter les lois de mai, a été la cause principale du retour inattendu à Rome de M. Schlozer.

Une députation de la «coïre» allemande à Rome est allée, cette semaine, au palais Mafel, pour féliciter Mgr Melchers de son élection au cardinalat.

L'ancien archevêque de Cologne vient, comme on le sait, d'être revêtu de la pourpre en récompense des éminents services qu'il a rendus à la cause catholique en Prusse.

Un prêtre lui a adressé un discours dans lequel étaient exprimés les sentiments de dévouement et d'affection des catholiques allemands.

Le nouveau cardinal a répondu en félicitant ces catholiques de leur esprit d'union et de leur concorde.

Le cardinal Melchers est, comme son successeur au siège de Cologne, Mgr Crementz, un prêtre d'une intelligence supérieure, mais il est des moins bien doués de la nature sous le rapport physique.

Autriche

Gastein, 7 août.

Le dîner chez l'empereur Guillaume, auquel celui-ci assistait revêtu de l'uniforme autrichien, tandis que l'empereur François-Joseph portait la tenue prussienne, a duré de trois heures et demie à cinq heures et demie.

Après le dîner, l'empereur, accompagné de toute sa suite, s'est rendu dans les appartements de L. L. MM. autrichiennes pour leur faire sa visite d'adieu.

L'empereur a conduit ensuite l'impératrice, en lui donnant le bras, jusqu'à sa voiture et lui a embrassé les mains à deux reprises.

Les deux monarques se sont embrassés trois fois chaleureusement au milieu des applaudissements de la foule.

L'empereur Guillaume est resté tête nue jusqu'à ce que la voiture des souverains autrichiens ait été hors de vue.

L'empereur François-Joseph arrivera à minuit à l'Isprick. L'impératrice Elisabeth se rend à Zil.

Espagne

Madrid, 7 août, soir.

Aujourd'hui, on a constaté à Madrid, jusqu'à 3 heures, 24 cas de choléra et 13 décès; dans les villages environnants, 23 cas et 12 morts.

Les journaux commentent beaucoup la lettre que M. P. y Angulo a adressée à un journal français.

JOURNAUX ET REVUES

Sous ce titre « M. Ferry et le suicide du maire de Nîmes », le *Messager de Valence* fournit des révélations inédites et fort graves.

On n'a pas oublié tout le bruit causé dernièrement par la nouvelle du suicide de ce maire selon la République. Ce suicide eut son explication dans les embarras financiers de M. Margat. L'explication, pour être exacte, n'est pas complète.

Après avoir exposé que M. Margat voyait la maison de banque dont il était le chef déclinier de plus en plus, le *Messager* poursuit en ces termes :

Il partit pour Paris et obtint une audience de M. Ferry.

Devant le maître, devant le grand laïcisateur, il fit valoir ses services rendus, ses expulsions de religieux opérées, etc. L'auteur de l'article le répliqua à M. Margat qu'il ne pouvait faire un crédit à une banque sur le point de déposer son bilan; mais qu'il pouvait peut-être le tirer d'affaire.

M. Ferry, nous apprend un correspondant des plus sérieux, sortit d'un portefeuille le fameux projet de traité avec la Chine qu'il venait de recevoir.

Dans trois jours, dit-il au maire républicain de Nîmes, la paix sera signée. Profitez de ce laps de temps. Achetez des titres d'achat et la hausse formidable d'après-demain vous permettra de vous remettre à flot.

M. Margat, au sortir de sa visite à M. Ferry, s'empressa d'acheter et d'acheter.

Trois jours après, ce n'était pas la nouvelle de la signature de la paix avec la Chine qui arrivait en France, mais celle de la ruine de la Banque de Lang-Son. C'était le jour anniversaire de l'exécution des décrets.

Quelques jours plus tard, M. Margat se suicida. — L'anniversaire même du jour où il expulsait les religieux à Nîmes.

— Une correspondance particulière, adressée à l'*Indépendant de la Dordogne*, donne des détails intéressants sur les derniers moments du brave amiral Courbet :

son service avec une énergie surhumaine. Visites à terre, dans les casernes et hôpitaux, à bord des bâtiments. Il est mort épuisé. Ce n'est pas impunément qu'à cinquante-huit ans on mène l'existence qu'a eue le commandant de la *Albatros*, un homme qui, pendant deux ans, vivant dans un logement d'ami, a eu à sa disposition le plus confortable — résultat des lues de Kelung — avec une température de trente-deux degrés, et nourri comme à la mer de conserves et de vires de campagne.

L'amiral était malade du foie, des intestins, de l'estomac, et il avait quand même, il y a huit jours, il s'était senti et fatigué. Il avait consenti sur les instances du docteur Doué et de son entourage, à demander son rappel. On a rédigé le télégramme, mais, quand on l'en a remis la rédaction avant de l'expédier, il l'a déchiré en morceaux.

C'est une grande perte pour le pays. Ici, marins et soldats sont navrés. Ils avaient la plus grande confiance dans leur amiral, et cet homme si froid, si exigeant, si complètement chef, avait su se faire adorer du plus humble. Il avait, en effet, une occupation constante, celle de donner à ceux qui servaient sous ses ordres tout le bien qu'il était possible, de ménager leurs forces, en exigeant d'eux, cependant, ce qu'un autre n'eût osé leur demander. Mais, aussi, un éloge de sa bouche, un encouragement, était considéré par tous comme une faveur insigne, et l'amiral savait parler à ses troupes.

Il est mort entouré de tous ses capitaines. Son agonie a commencé à six heures du soir. Il n'a pas repris connaissance et s'est éteint sans souffrances. A cinq heures trente, il donnait encore des ordres. On garde son corps à bord du *Bayard*.

— A propos d'Ernest Hello et de Georges Seignour, dont le *Figaro* s'est occupé ces jours derniers, notre confrère M. Firmin Boissin, du *Messager de Toulouse*, donne d'intéressants souvenirs sur ces deux personnes restées originales. L'anecdote suivante sur Seignour est, croyons-nous, inconnue :

Le 4 septembre dans l'après-midi, Seignour, en mobilisé, faisait l'acte devant la grille du Corps législatif, du côté de la rue de Bourgogne. Une bande d'émeutiers arrivait du boulevard Saint-Germain. Seignour, tranquillement, pousse la porte de la grille et la ferme à clé.

— Que faites-vous là, Seignour ? lui dit M. Herisson qui se trouvait à côté de lui.

Sans s'émouvoir, simplement, Seignour répondit :

Je tiens le serment du général Trochu.

Le soir, au milieu de l'intérieur, il y avait réunion de journalistes. Ernest Picard racontait à la façon des désastres de Sedan.

Seignour se leva et cria bravement : « Vive l'Empereur ! »

Déjà singulier, inexplicable, d'amis intimes qu'ils furent d'abord, Ernest Hello et Georges Seignour devinrent irréconciliables ennemis. Et cependant, tous deux étaient catholiques ardents.

Ajoutons, d'après M. Boissin, que Mme Hello est elle-même écrivain : elle a publié des *Nouvelles bretonnes* sous le pseudonyme de Jean Lander.

GAZETTE DE PARIS

Gail gail ! Divorçons !

Gail gail ! divorçons ! ôtons-nous la corde du cou ! — Cette chanson sera vraie encore, quant au fond; elle ne le sera plus guère, en ce qui touche la forme, dans quelque temps. M. Labiche, sénateur, que j'avais connu autrefois à Chartres, un homme aimable, non ennemi d'une douce gaieté, vient, en sa qualité de rapporteur, de donner à la loi sur le divorce un coup qui ne l'atteint sans doute pas dans ses œuvres vives, mais qui lui enlève le côté piquant et spirituel qui était son originalité. Regardez plutôt :

L'époux, après le jugement du tribunal prononçant le divorce, doivent aujourd'hui se présenter devant le maire, à la requête de la partie demanderesse, et ce magistrat déclare le mariage dissous, après avoir fait transcrire sur les registres de l'état-civil l'acte de divorce.

Vous voyez comment c'est simple. Ce n'est rien, et pourtant c'est tout : sans cette formalité, le divorce n'aurait pas lieu. Or, c'est cette formalité même que nos législateurs sont en train de faire disparaître. Ils ont vraiment tort. Là, gisait le côté drôle, pittoresque, intéressant de l'affaire. Il m'a été donné d'assister, à la mairie, à des enlacements laqués de cette nature, enlacements du passé, et vraiment, je vous le jure, « il y avait de quoi rire en société », comme on dit dans les parades de la foire de Saint-Cloud.

Les parties intéressées étaient introduites dans une pièce, sur la porte de laquelle il y avait écrit, en gros caractères : *Salle des Mariages*, tout court, l'administration, avec l'entente qui la caractérise, n'ayant pas encore fait ajouter : *et des Divorces*. Le décor est, du reste, le même pour la rupture des unions que pour leur célébration. Voici le comptoir devant lequel se tient votre époux ou tout autre notable du quartier, le corps noblement enroulé dans une écharpe tricolore. Les bons enfants la portent autour des reins comme une ceinture hygiénique; les vaniteux en bandoulière, comme le grand cordon de la Légion d'honneur; voici l'employé du secrétariat qui bourdonne inintelligiblement des choses écrites en un français douteux sur le grand livre de la comptabilité civile des citoyens et citoyennes français; voici le garçon de bureau somnolant derrière des cartons, comme un projet de loi — dans les cartons du Sénat.

Au-dessus du comptoir, une personne maigre, sorte de grosse norriche indécemment décolletée, toute prête à abreuver, non d'un sang impur, mais d'un lait qui n'est guère moins, les sillons altérés de jeunes gossiers républicains. Sans doute, une délicate allusion aux devoirs du mariage...

Sur les fauteuils destinés aux époux, un monsieur et une dame correctement assis. A droite et à gauche, les quatre témoins obligatoires dans toute affaire d'honneur; au fond, le populaire, dont je fais partie.

Cérémonieusement, le monsieur et la dame se sont salués avant de s'asseoir; ponctuellement, ils ont évité de se regarder en face; généreusement, ils ont cherché à comprimer leur joie intime. L'officier de l'état-civil (ainsi appelé parce qu'il n'est pas officier, parce que son état n'est pas d'être maire et parce qu'il est civil... peu souvent) l'officier de l'état-civil lit le jugement prononçant le divorce et demande à la partie poursuivante si elle persiste dans sa requête. La voix navrée mais ferme, baignant dans les larmes et cependant sèche, la susdite partie répond affirmativement. Le maire

lit alors la formule sacramentelle, et, c'est là que les mariés ne sont plus mariés.

Le dentiste qui vous arrache une molaire récalcitraite est moins pompeux, moins ennuyeux, moins prétentieux, moins assommant que ce balourd; mais il n'est pas plus convaincu de la supériorité de son métier.

Et puis, le dentiste évite de vous faire un speech après l'arrachage de l'ivoire qui vous faisait souffrir. Le maire, au contraire, éprouve souvent le besoin de dire quelques paroles bien senties sur la tristesse d'un semblable état de choses. Et pendant ce temps, le cœur des divorcés accompagne sur une note folichonne, de ses balancements joyeusement précipités, les paroles plaintives de l'officier de l'état-civil : « Gail, gail ! divorçons ! ôtons-nous la corde du cou ! »

La parole du maire finit en faux-bourdon, pendant qu'aux oreilles des divorcés sonnent galement des cloches de fées imaginaires. Il psalmodie, et eux chantent des chants d'allégresse; sa mine est déconfite et rébarbative (le pauvre homme) et les époux de tout à l'heure, pour se conformer à sa triste pensée, s'efforcent de donner à leur physionomie une gravité d'emprunt.

Le public, lui, rit à la comédie qui se déroule sous ses yeux. La fœormie, la fœormie de la procédure est si drôle dans ce cas; Brid'oison, je veux dire le maire, est si en opposition avec la réalité des choses, que les spectateurs s'amuse de bon cœur; les époux sourient de pitié bienveillante pour ce commerçant pudique, l'employé et le garçon sourient... de rien, probablement de voir arriver l'heure où ils vont recommencer à ne rien faire; et la grosse dame d'en haut semble sourire à la douce pensée de voir encore un mariage brisé à tout jamais.

Et c'est de ce spectacle tout particulier qu'une loi idiote prétend nous priver aujourd'hui. Nous ne nous amusons déjà pas tant sous la présente République, pour qu'au moins on respecte les rares plaisirs qui nous sont réservés. Je ne dis point qu'il n'y ait pas plus drôle que cela; mais nous ne sommes pas difficiles, et nous savons nous contenter de peu. Cependant, ce « peu », faut-il encore qu'on nous le laisse !

Je résume : ou bien le mariage est une chose sérieuse, liant à jamais deux existences fondées sur des lois immuables, étant à la fois une force et une consolation, un passé et un avenir; — ou bien, c'est ce qui en ont fait nos législateurs actuels : une agréable plaisanterie, une union à la trame légère, qui peut se rompre pour un rien. C'est le devoir de la vie, ou c'en est l'opposé. Or, aujourd'hui, d'après la loi nouvelle, c'est un caprice. Les trois actes s'ont vus. Dans le premier, nous voyons les jeunes futurs se faisant la cour; puis, le mariage célébré par le bailli devant les témoins. Dans le second, les diverses péripéties du ménage. Dans le troisième, la dissolution du mariage.

Or, les exigences théâtrales veulent que les principaux personnages d'une pièce se retrouvent sur les planches, en face de la rampe, au dénouement. Il nous faut, par conséquent, et le bailli et le marié, et la mariée et les quatre témoins. Nous avons droit à la mise en scène dernière que je vous ai indiquée tout à l'heure. Nous réclameons même le décor qui est au premier acte : la salle de la mairie, le maire avec son écharpe, l'employé assis, le garçon de bureau endormi et le buste de la République en plâtre. Vous nous devez les jeux de scène de la fin entre les époux, couronnant dignement l'œuvre tout entière. Ce dernier acte est nécessaire, indispensable à la farce qui se joue et qui est intitulée : « Mariage et Divorce ».

Vous ne voulez plus le donner. Vous faites des coupures. Il vous plaît, comme à l'Opéra, d'enlever de la partition ce qui vous gêne et ce qui est le plus intéressant. Libre à vous; mais songez-y, bien : vous ne ferez pas d'argent. La pièce sera sifflée et ne se jouera pas longtemps.

Vous nous aviez offert une loi pour nous amuser, comme on donne un polichinelle aux enfants sages; mais si vous en enlèvez les grottes, le chapeau et la perruque, ce n'est plus polichinelle; ce n'est plus la loi; — vous allez nous forcer à être sérieux, malgré nous, lorsqu'il s'agira de mariage, et à respecter l'indissolubilité de ses liens.

Avouez que vous ne vous attendiez pas à pareille solution !

« Seulement, m'sieur, faudra nous donner un autre zoli polichinelle, un polichinelle militaire : l'armement de la garde nationale, par exemple ! »

JULES BOURGEOIS.

ACTES OFFICIELS

Mouvement judiciaire

M. Cammartin, conseiller à la cour d'appel de Paris, est nommé premier président de la cour d'appel de Pau, en remplacement de M. Santayra, décédé.

M. Marquet, avocat, docteur en droit, ancien magistrat, est nommé procureur général près la cour d'appel de Bourges.

Est nommé avocat général près la cour d'appel de Rennes, M. Frémont, substitut du procureur général près la cour d'appel de Lyon.

LES CONSEILLERS

Sont nommés : A la cour d'appel de Paris : M. Pilet des Jarlins, vice-président au tribunal de première instance de la Seine; M. Portantier de la Rochette, substitut du procureur général près la cour de Paris, en remplacement de M. Gabet-Bouher, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et nommé conseiller honoraire;

M. Hotteloup, vice-président au tribunal de première instance de la Seine.

A la cour de Douai : M. Lepot, procureur de la République à Arras, en remplacement de M. Dubrulle, admis, sur sa demande, à la retraite.

A la cour de Nancy : M. Neveu, avocat, ancien préfet, en remplacement de M. Schneegans, admis à faire valoir ses droits à la retraite et nommé conseiller honoraire.

A la cour de Nîmes, M. de Rocca-Serra, substitut du procureur général près la cour d'appel, en remplacement de M. Mathieu, décédé.

PRÉSIDENTS ET VICE-PRÉSIDENTS

Sont nommés : Président du tribunal de Mâcon, M. Chevalier, juge d'instruction au siège de Chalon-sur-Saône.

Président du tribunal de Chaumont, M. Vétu, juge au même siège, en remplacement de M. Lareu, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et nommé conseiller honoraire.

Vice-président au tribunal de la Seine, M. Deleorgue, procureur de la République près le siège de Versailles.

Vice-président au même tribunal, M. Gréhen, juge au même siège.

LES JUGES

Sont nommés : A Montauban, M. Nicolas, bâtonnier de l'ordre des avocats, en remplacement de M. Capdepie, démissionnaire.

A Bagnères, M. Ricard, juge suppléant à Lourdes, en remplacement de M. Portier, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

A Ebrun, M. Terrot de Lavalette, juge suppléant à Grenoble, en remplacement de M. Rolland, décédé.

A Nyons, M. Carrier, juge de paix d'Allevard, en remplacement de M. Ailhaud, décédé.

A Sisteron, M. Jeanselme, juge suppléant à Dragailan.

A Chalon-sur-Saône, M. Pataille, président du siège de Die.

A Chaumont, M. Bonhomme de Montaigny, juge suppléant à Fontainebleau.

A Paris, M. Bedorez, substitut du procureur de la République près le même siège.

LES PROCUREURS DE LA RÉPUBLIQUE

Sont nommés : A Figeac, M. Hillon, procureur à Oloron.

A Oloron, M. Lafargue, procureur à Saint-Sever.

A Saint-Sever, M. Biseul, substitut à Tarbes.

A Albi, M. Gonnou, procureur à Dix.

A Dax, M. Blat, procureur à Gourdon.

A Gourdon, M. Elbert-Dosgranges, procureur à Albi.

A Forcalquier, M. Demandols, juge à Sisteron.

A Nantua, M. Viellard-Baron, substitut à Angers.

A Arras, M. Dubreuil, procureur à Bar-le-Duc.

A Bar-le-Duc, M. Lefrançois, substitut à Cambrai.

A Versailles, M. Bourcy, procureur à Poitiers.

A Poitiers, M. Burdin de Ponnelle, procureur à Saintes.

A Saintes, M. Lefavre, procureur à Nyons.

A Nyons, M. Galral, ancien magistrat.

A Corbail, M. Katz, procureur à Nogent-le-Rotrou.

A Nogent-le-Rotrou, M. Pignon, substitut à Troyes.

A Cussey, M. de Lacour, substitut à Havre.

A Châtillon-sur-Seine, M. Dubois, procureur à Cérêt.

A Cérêt, M. A. Heine, procureur à Cussey.

LES SUBSTITUTS

Sont nommés : A Angers, M. Savidan, substitut à Beaune.

A Beaune, M. Gachet, juge suppléant à Châlons-sur-Marne.

A Trevoix, M. Lanata, substitut à Albierville.

A Albierville, M. Comte, substitut à Trévoux.

A Tarbes, M. Bernardbelg, substitut à Privas.

A Privas, M. Lacanal, juge suppléant à Hazebrouck.

A Hazebrouck, M. Meynal, attaché au cabinet du président du conseil.

Près la cour d'Angers, M. Dapuy, procureur à Figeac.

Au Havre, M. Guillemin, avocat.

Près la cour de Lyon, M. Thévard, procureur à Châtillon-sur-Seine.

Près la cour de Paris, M. Gruppi, substitut à Paris.

A Paris, M. Lombard, avocat général à Rennes.

A Paris, M. Lefuel, procureur à Corbail.

A Troyes, M. de Kéating, substitut à Meaux.

A Meaux, M. Gaignère, juge suppléant à Provins.

La démission de M. Lachève, juge suppléant au tribunal de première instance de Comblanchien, est acceptée.

Faits divers

Arrestation d'un ancien brigadier d'octroi. — Il y a plusieurs mois, le nommé François Giret, brigadier d'octroi à Chauny (Aisne), emportait une somme de 11,000 francs, appartenant à cette commune, et s'enfuyait à l'étranger.

Dernièrement, on a appris que le voleur, pris de la nostalgie, était revenu en France. On savait que Giret avait une sœur à Paris, rue Lauriston.

Ce matin, Giret était mis en état d'arrestation, chez elle, par trois agents de la sûreté. Le voleur essaya de nier son état civil, mais il fut conduit au Dépôt. Il va être transféré à la prison de Laon.

Le bigame d'Alfortville. — On se souvient de l'histoire de ce pauvre Lecouty, héros, il y a quelques mois.

Lecouty, déjà marié, contracta un second mariage avec la fille d'un restaurateur d'Alfortville, et disparut, le soir même, dans les circonstances que nous avons racontées.

Arrêté deux mois après, il a été écroué à Mazas.

Des révélations graves ont été faites sur son compte par l'enquête. Le bigame d'Alfortville était double d'un voleur.

On se souvient qu'il se donnait la qualité de courtier en bijouterie. Or, comme il fut établi que dans longtemps il ne représentait plus aucune maison, on eut lieu de s'étonner de l'énorme quantité de bijoux dont il était possesseur, lorsqu'il alla habiter Alfortville. M. Kuehn pensa alors que ces bijoux devenaient provenir de vols.

Le chef de la sûreté a examiné plusieurs dossiers relatifs, au préjudice de bijoutiers, des vols dont les auteurs étaient restés inconnus, et le premier qui lui tomba sous la main confirma ses soupçons.

En effet, ce dossier contenait la déclaration d'un vol accompli au mois de janvier dernier, chez M. Derouenne, fabricant de bijoux, 27, rue des Petits-Champs. Un individu, qui se signala, donna au commissaire de police du Palais-Royal, correspondant exactement à celui de Lecouty, s'était présenté un matin dans le magasin de M. Derouenne et avait demandé à voir des bijoux qu'il devait mettre dans la corbeille de mariage de sa fiancée.

Le client, après en avoir examiné plusieurs de différents modèles, parut sans rien acheter. Mais, plus tard, on s'aperçut de la disparition de deux broches d'une grande valeur.

M. Kuehn remarqua que, pendant cette période, un certain nombre de bijoutiers avaient été victimes, dans des circonstances analogues, de ce même individu.

Il interrogea Lecouty qui nia; mais, confronté avec M. Derouenne, il fut reconnu parfaitement par celui-ci. Dès lors, Lecouty avoua, non seulement le vol commis chez M. Derouenne, mais encore bien d'autres, notamment un chez M. Perron, avenue de l'Opéra, et un autre chez M. Leroy, au Palais-Royal.

Bref, le nombre des bijoutiers qui ont été ses victimes, s'élève aujourd'hui à une vingtaine, et l'on croit qu'on en découvrirait bien d'autres encore.

Il n'est de dire que Lecouty, qui espérait avoir à réjouir devant ses juges que du crime de bigamie, a été arrêté lorsque M. Kuehn lui a parlé des vols de bijoux qu'il avait commis.

Mais l'enquête ne s'arrêtera pas là; on est certain qu'il avait des complices qui allaient chez les fabricants en éclaircisseurs et qui le renseignaient.

vingtaine, et l'on croit qu'on en découvrirait bien d'autres encore.

Il n'est de dire que Lecouty, qui espérait avoir à réjouir devant ses juges que du crime de bigamie, a été arrêté lorsque M. Kuehn lui a parlé des vols de bijoux qu'il avait commis.

Mais l'enquête ne s'arrêtera pas là; on est certain qu'il avait des complices qui allaient chez les fabricants en éclaircisseurs et qui le renseignaient.

Vois de cigares. — M. Keller, inspecteur du commissariat du quartier Saint-Denis, passait avant-hier, vers six heures du soir, sur le boulevard Bonne-Nouvelle, quand arrivait devant le bureau de tabac situé au n° 31, il entendit le propriétaire du débit crier : « Au voleur ! »

En même temps, M. Keller voyait s'enfuir un individu qui sortait de l'établissement. Il lui mit la main au collet et le conduisit au commissariat; là, on trouva

DEPARTEMENTS

Haute-Vienne. — On sait que l'Union des associations ouvrières catholiques tient tous les ans son congrès dans une ville désignée à l'avance.

Cette année, Limoges a été choisi. Ces intéressantes assises auront lieu du 31 août au 4 septembre, sous la présidence de Mgr Blanger, évêque du diocèse.

Mgr Denéchau, évêque de Tulle, et Mgr G. y, évêque d'Angoulême, doivent prendre part aux travaux de cette assemblée.

Pas-de-Calais. — Nous avons raconté qu'un bateau-pilote de Boulogne avait recueilli au large d'une frêle embarcation, dans laquelle se trouvaient trois jeunes mécaniciens anglais étendus et mourant de faim et de soif. Nous avons dit que les braves sauveteurs avaient refusé toute rémunération, prétendant n'avoir fait que leur devoir.

Voilà la bonne action.

Voici maintenant la récompense :

Le patron du bateau, M. Fournier, chargé son second, M. Charles Tétard, de rédiger le rapport. C'était un dimanche. Le brigadier de marine dit à Tétard que le commissariat est fermé, mais qu'il se chargera de remettre le rapport au commissaire s'il est son retour.

Le lendemain matin, Charles Tétard fut appréhendé au corps, emmené comme un voleur entre deux gendarmes, et resta trois jours en prison, malgré les réclamations du patron Fournier qui déclara être responsable de tout ce qui avait été fait à son bord.

Nous demandons à M. le ministre de la marine si c'est là ce que rapporte un sauvetage et si l'approbation la conduite des agents maritimes bouillonnait.

Il y a un déni de justice et une réparation est due. Tous les pilotes marins jurent, s'ils ne l'obtiennent pas, de ne plus porter secours à qui que ce soit.

Rhône. — Un homme d'équipe, nommé Hugau, attaché à la gare des marchandises de la Mulatière, était occupé, lundi, à la manœuvre d'un train, lorsqu'il traversant la voie ferrée il ne vit pas une locomotive qui rentrait à son dépôt.

Tamponné avec une grande violence par la machine, il a été projeté en avant sur les rails où les roues lui ont passé sur le corps, lui brisant effroyablement la tête et la poitrine; les deux jambes et le bras droit ont été coupés net.

Hugau, qui n'était âgé que de trente ans, laisse une femme avec trois jeunes enfants.

— Jeudi dernier, vers cinq heures du soir, après une journée d'une chaleur accablante, un orage épouvantable, le cinquième depuis quatre jours, s'est abattu sur Lyon et la région.

Tonnerre, pluie, vent, grêle, rien n'a manqué à ce bouleversement de la nature. La foudre est tombée en plusieurs endroits, renversant et blessant diverses personnes et causant de nombreux dégâts.

Rien ne résistait à la violence du vent. Les tentes des magasins et des cafés étaient déchirées, emportées, les tables sur les terrasses renversées. Les arbres n'ont plus une feuille; des milliers d'oiseaux ont été tués. On évalue à 300,000 fr. les pertes éprouvées par les récoltes, dans le département du Rhône.

Dans la Savoie, dans l'Isère, dans la Drôme, dans Saône-et-Loire, les dommages sont très considérables.

NOUVELLES MILITAIRES

M. Mengin-Lecroix, colonel du génie à Grenoble, prend le commandement du 3^e régiment, à Arras.

M. Segrelier, colonel du génie à Rennes prend les mêmes fonctions à Grenoble.

M. Dismare, colonel, professeur du cours de fortification à l'école de guerre, est nommé directeur du génie à Rennes.

M. Lucas de Pestouan, lieutenant-colonel au 4^e génie à Grenoble, est nommé directeur à Mont-ellier.

M. Tarrat, lieutenant-colonel, professeur adjoint du cours de fortification à l'école de guerre, est nommé professeur de ce cours à la même école.

M. Bonnal, lieutenant-colonel en chef du génie à Epinal, est désigné pour le 4^e régiment à Grenoble.

M. Parnaud, chef de bataillon commandant l'école régimentaire de Grenoble, est désigné pour être attaché à l'état-major de l'école d'application de Fontainebleau.

M. Lhuillier, chef de bataillon, aide de camp du général Masselin à Lille, est nommé commandant en second de l'école des sous-officiers de l'artillerie et du génie à Versailles.

M. Seizer, capitaine au 3^e génie, à Arras, est nommé aide de camp du général Masselin, commandant le génie à Lille.

M. Rebours, capitaine au bataillon des volontaires de la Réunion, est nommé chef

valier de la Légion d'honneur. Services distingués à Madagascar.

M. Allx, médecin de 1^{re} classe de la marine, est nommé chevalier de la Légion d'honneur.

NOUVELLES JUDICIAIRES

La Cour de cassation, présidée par M. le président Ronjat, a rejeté les pourvois de Jean-Baptiste Alexandre Petit, condamné à la peine de mort par arrêt de la cour d'assises de la Somme, du 10 juillet 1885, pour assassinat, et de Francisco Orcano, également condamné à la peine de mort par arrêt de la cour d'assises d'Alger, du 12 juillet 1885, pour assassinat et vol qualifié.

Nica, 7 août.

La cour d'assises, après cinq jours de débats, a condamné à dix ans de réclusion l'agent de change Barraza pour faux, détournements et abus de confiance, et son employé Colonna à cinq ans de prison.

Le passif était de dix-sept cent mille francs.

AUX EAUX

Deauville. — Saint-Valéry-en-Caux. Dieppe. — Le Tréport.

La première semaine d'août a donné le signal des vacances — *denique tandem* — et les lauriers, la couronne universitaire en papier vert au front, réclament déjà à p'p'a l'exécution de sa promesse.

— Si tu travailles bien cette année, je t'emmènerai faire un voyage pendant les vacances.

Is ont rempli de leur côté les conditions du contrat : il s'agit maintenant, pour l'heureux père, pour la maman encore tout émue du triomphe de l'enfant, de s'exécuter. S'agit-il certains qu'ils le feront de grand cœur.

— Au diable les affaires ! Magistrats, accordez vos robes ; graves professeurs, agitez vos loges en signe d'allégresse ; faire du code : foin des classiques ! à bas vos livres ! vive la liberté ! et en route pour le voyage de vacances !

C'est à votre intention que je chauffe aujourd'hui le train dans lequel nous parcourons en brûlant les stations de ce mirifique itinéraire : les côtes de la Manche.

Allons, potiches ; allons, magistrats ; allons, professeurs ; allons, papas et mamas, en voiture, et en route pour DEAUVILLE !

A l'embouchure de la Touques, dans la Manche, faisant face à Trouville dont il a été longtemps comme le complément avant de devenir son rival, DEAUVILLE va offrir à nos yeux charmés son ravissant panorama.

Voire cicérone risquerait fort, ami lecteur, de se voir rire au nez s'il lui prenait fantaisie de vous décrire ici DEAUVILLE, la station parisienne par excellence ; et que vous connaissiez au moins autant que lui.

Et pourtant, il y a vingt ans à peine, Deauville n'existait pas ou, du moins, existait si peu qu'il semblait qu'un coup de baguette d'une fée ait fait de toutes pièces sortir de terre, au pied de la colline que domine le vieux Deauville, le DEAUVILLE actuel.

Qu'a-t-il fallu pour que cette transformation opérée ? Le goût éclairé d'un fin Parisien, M. le duc de Morny, secondé par les ressources financières d'une époque où la France, active aux affaires comme au plaisir, n'était pas épuisée par les sangsues colonisatrices.

La station Deauville, perchée comme un nid d'aigle au sommet d'une colline d'où l'on découvre les alentours et la mer à perte de vue, offre aux amateurs d'archéologie une curieuse église, dont le chœur est terminé par une abside circulaire soutenue par un contre-fort plat dans lequel s'ouvre une fenêtre à plein cintre, en forme de meurtrière. Ce chœur est un curieux spécimen de l'architecture du onzième siècle. En 1861, on a découvert dans la cour du presbytère environ 800 pièces d'or, remontant pour la plupart au règne de Philippe de Valois, ce qui donne à penser que cette bourgade inconnue a joué son rôle dans les annales du moyen âge.

Quant au nouveau Deauville, son histoire, mais moins choquante, à beaucoup près, pour son interlocuteur.

— Guillaume et moi, madame, achevée-t-elle simplement... nous ne mangeons que du pain bien gagné !

Caroline Riga se méprit complètement à la nauce.

— Mon Dieu ! que vous êtes devenue susceptible, chère madame Tavy ! dit-elle... Vous le savez bien, je n'avais pas l'intention de vous humilier... Il me semblait qu'au point où nous en sommes... Enfin, je n'insiste pas. Mais soyez tranquille, vous ne perdrez rien pour attendre ; cela se retrouvera plus tard, avec le reste, si nous réussissons, comme je l'espère.

— C'est ça, madame, répéta laconiquement maman Tavy, redevenue diplomate et se dirigeant une seconde fois vers la porte de sortie.

— A propos, dit Caroline Riga en l'accompagnant... suis-je assez oublieuse ! Je ne vous ai pas encore demandé des nouvelles de vos enfants et de votre mari... Il va toujours bien, ce brave monsieur Guillaume ?

— Tout le monde va bien, je vous remercie, madame, répondit presque sochement Mme Tavy, qui ne voulait pas plus de la pitié que de l'argent de cette vilaine femme.

Mais Mme Guillaume se ravisa aussitôt ; le nom de son époux, prononcé par la mère de Marthe, venait d'éveiller dans son esprit une appréhension soudaine.

Selon toute apparence, Mme Caroline Riga visiterait l'Exposition, et le portrait de sa fille ne pouvait manquer de la frapper. Des lors elle se demandait comment ce portrait se trouvait là.

Ainsi donc, le danger, auquel maman Tavy venait d'échapper dans son colloque avec Mme Caroline Riga, menaçait de l'atteindre par ailleurs.

Diable de portrait, va ! Lui qui, jusqu'à ce jour, avait paru si charmant, voilà qu'il devenait tout à coup un sujet de transe mortelle.

Quant au Casino, quand j'aurai dit qu'il a pour directeur M. Bias, un organisateur de *primo-cartello* et qui ne recule devant aucun sacrifice pour fournir à ses habitués les distractions les plus parisiennes, j'en aurai fait le plus sur éloges. N'est-ce pas M. Bias qui, l'an dernier, pour donner à sa clientèle la primeur d'une œuvre dramatique, s'improvisa dans deux genres différents — le drame et l'opérette — auteur, et se tira ma foi de cette double épreuve d'une façon brillante et qui ne sentait en rien son amateur ?

De Dieppe au Tréport, trente kilomètres. En partant à dix heures du matin, nous arrivons juste à point pour nous mettre à table. Pendant que nous déjeunons, permettez-moi de vous faire un rapide historique de la cité. Situé à l'embouchure de la Bresle, à deux pas de la ville d'Eu, le Tréport, comme Saint-Valéry-en-Caux, est un petit port de pêche et de cabotage qui commença dès le neuvième siècle à faire son apparition dans l'histoire. Robert, comte d'Eu, y fonda, de 1057 à 1063, le monastère de Saint-Michel, célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, dans laquelle il fut inhumé en 1090. En 1471, le comte d'Eu, Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fit creuser d'Eu au Tréport le canal d'Artois, et établit des verreries dans la forêt. Le Tréport devint alors florissant, et ses vaisseaux réunis à ceux de la ville d'Eu firent la mer avec avantage. Un peu plus tard, en 1545, François de Cleves fit creuser un vaste bassin dans le port qui, dès lors, put recevoir des bâtiments de 300 tonneaux. Il protégea aussi la ville contre les attaques des Anglais, en construisant une tour en grès sur le bord de la mer, tour qui subsiste encore, et est l'une des principales curiosités du Tréport.

L'établissement des bains de mer est bâti un peu en avant de la ville, sur la plage ; il se compose d'un casino entouré de pelouses gazonnées et comprend une belle salle de danse et un salon de lecture réunis par une vaste galerie où sont installés les divers jeux en faveur aux bains de mer.

Depuis quelques années, la vogue du Tréport, comme station balnéaire, a grandi au point de faire revenir dans la petite ville un mouvement commercial important, ce qui consolidera la vieille cité de la réduction de son importance comme port de commerce, et ne tardera pas à lui rendre son ancienne splendeur.

A. CAHEN.

Quant au Casino, quand j'aurai dit qu'il a pour directeur M. Bias, un organisateur de *primo-cartello* et qui ne recule devant aucun sacrifice pour fournir à ses habitués les distractions les plus parisiennes, j'en aurai fait le plus sur éloges. N'est-ce pas M. Bias qui, l'an dernier, pour donner à sa clientèle la primeur d'une œuvre dramatique, s'improvisa dans deux genres différents — le drame et l'opérette — auteur, et se tira ma foi de cette double épreuve d'une façon brillante et qui ne sentait en rien son amateur ?

De Dieppe au Tréport, trente kilomètres. En partant à dix heures du matin, nous arrivons juste à point pour nous mettre à table. Pendant que nous déjeunons, permettez-moi de vous faire un rapide historique de la cité. Situé à l'embouchure de la Bresle, à deux pas de la ville d'Eu, le Tréport, comme Saint-Valéry-en-Caux, est un petit port de pêche et de cabotage qui commença dès le neuvième siècle à faire son apparition dans l'histoire. Robert, comte d'Eu, y fonda, de 1057 à 1063, le monastère de Saint-Michel, célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, dans laquelle il fut inhumé en 1090. En 1471, le comte d'Eu, Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fit creuser d'Eu au Tréport le canal d'Artois, et établit des verreries dans la forêt. Le Tréport devint alors florissant, et ses vaisseaux réunis à ceux de la ville d'Eu firent la mer avec avantage. Un peu plus tard, en 1545, François de Cleves fit creuser un vaste bassin dans le port qui, dès lors, put recevoir des bâtiments de 300 tonneaux. Il protégea aussi la ville contre les attaques des Anglais, en construisant une tour en grès sur le bord de la mer, tour qui subsiste encore, et est l'une des principales curiosités du Tréport.

L'établissement des bains de mer est bâti un peu en avant de la ville, sur la plage ; il se compose d'un casino entouré de pelouses gazonnées et comprend une belle salle de danse et un salon de lecture réunis par une vaste galerie où sont installés les divers jeux en faveur aux bains de mer.

Depuis quelques années, la vogue du Tréport, comme station balnéaire, a grandi au point de faire revenir dans la petite ville un mouvement commercial important, ce qui consolidera la vieille cité de la réduction de son importance comme port de commerce, et ne tardera pas à lui rendre son ancienne splendeur.

A. CAHEN.

Quant au Casino, quand j'aurai dit qu'il a pour directeur M. Bias, un organisateur de *primo-cartello* et qui ne recule devant aucun sacrifice pour fournir à ses habitués les distractions les plus parisiennes, j'en aurai fait le plus sur éloges. N'est-ce pas M. Bias qui, l'an dernier, pour donner à sa clientèle la primeur d'une œuvre dramatique, s'improvisa dans deux genres différents — le drame et l'opérette — auteur, et se tira ma foi de cette double épreuve d'une façon brillante et qui ne sentait en rien son amateur ?

De Dieppe au Tréport, trente kilomètres. En partant à dix heures du matin, nous arrivons juste à point pour nous mettre à table. Pendant que nous déjeunons, permettez-moi de vous faire un rapide historique de la cité. Situé à l'embouchure de la Bresle, à deux pas de la ville d'Eu, le Tréport, comme Saint-Valéry-en-Caux, est un petit port de pêche et de cabotage qui commença dès le neuvième siècle à faire son apparition dans l'histoire. Robert, comte d'Eu, y fonda, de 1057 à 1063, le monastère de Saint-Michel, célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, dans laquelle il fut inhumé en 1090. En 1471, le comte d'Eu, Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fit creuser d'Eu au Tréport le canal d'Artois, et établit des verreries dans la forêt. Le Tréport devint alors florissant, et ses vaisseaux réunis à ceux de la ville d'Eu firent la mer avec avantage. Un peu plus tard, en 1545, François de Cleves fit creuser un vaste bassin dans le port qui, dès lors, put recevoir des bâtiments de 300 tonneaux. Il protégea aussi la ville contre les attaques des Anglais, en construisant une tour en grès sur le bord de la mer, tour qui subsiste encore, et est l'une des principales curiosités du Tréport.

L'établissement des bains de mer est bâti un peu en avant de la ville, sur la plage ; il se compose d'un casino entouré de pelouses gazonnées et comprend une belle salle de danse et un salon de lecture réunis par une vaste galerie où sont installés les divers jeux en faveur aux bains de mer.

Depuis quelques années, la vogue du Tréport, comme station balnéaire, a grandi au point de faire revenir dans la petite ville un mouvement commercial important, ce qui consolidera la vieille cité de la réduction de son importance comme port de commerce, et ne tardera pas à lui rendre son ancienne splendeur.

A. CAHEN.

Quant au Casino, quand j'aurai dit qu'il a pour directeur M. Bias, un organisateur de *primo-cartello* et qui ne recule devant aucun sacrifice pour fournir à ses habitués les distractions les plus parisiennes, j'en aurai fait le plus sur éloges. N'est-ce pas M. Bias qui, l'an dernier, pour donner à sa clientèle la primeur d'une œuvre dramatique, s'improvisa dans deux genres différents — le drame et l'opérette — auteur, et se tira ma foi de cette double épreuve d'une façon brillante et qui ne sentait en rien son amateur ?

De Dieppe au Tréport, trente kilomètres. En partant à dix heures du matin, nous arrivons juste à point pour nous mettre à table. Pendant que nous déjeunons, permettez-moi de vous faire un rapide historique de la cité. Situé à l'embouchure de la Bresle, à deux pas de la ville d'Eu, le Tréport, comme Saint-Valéry-en-Caux, est un petit port de pêche et de cabotage qui commença dès le neuvième siècle à faire son apparition dans l'histoire. Robert, comte d'Eu, y fonda, de 1057 à 1063, le monastère de Saint-Michel, célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, dans laquelle il fut inhumé en 1090. En 1471, le comte d'Eu, Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fit creuser d'Eu au Tréport le canal d'Artois, et établit des verreries dans la forêt. Le Tréport devint alors florissant, et ses vaisseaux réunis à ceux de la ville d'Eu firent la mer avec avantage. Un peu plus tard, en 1545, François de Cleves fit creuser un vaste bassin dans le port qui, dès lors, put recevoir des bâtiments de 300 tonneaux. Il protégea aussi la ville contre les attaques des Anglais, en construisant une tour en grès sur le bord de la mer, tour qui subsiste encore, et est l'une des principales curiosités du Tréport.

L'établissement des bains de mer est bâti un peu en avant de la ville, sur la plage ; il se compose d'un casino entouré de pelouses gazonnées et comprend une belle salle de danse et un salon de lecture réunis par une vaste galerie où sont installés les divers jeux en faveur aux bains de mer.

Depuis quelques années, la vogue du Tréport, comme station balnéaire, a grandi au point de faire revenir dans la petite ville un mouvement commercial important, ce qui consolidera la vieille cité de la réduction de son importance comme port de commerce, et ne tardera pas à lui rendre son ancienne splendeur.

A. CAHEN.

Quant au Casino, quand j'aurai dit qu'il a pour directeur M. Bias, un organisateur de *primo-cartello* et qui ne recule devant aucun sacrifice pour fournir à ses habitués les distractions les plus parisiennes, j'en aurai fait le plus sur éloges. N'est-ce pas M. Bias qui, l'an dernier, pour donner à sa clientèle la primeur d'une œuvre dramatique, s'improvisa dans deux genres différents — le drame et l'opérette — auteur, et se tira ma foi de cette double épreuve d'une façon brillante et qui ne sentait en rien son amateur ?

De Dieppe au Tréport, trente kilomètres. En partant à dix heures du matin, nous arrivons juste à point pour nous mettre à table. Pendant que nous déjeunons, permettez-moi de vous faire un rapide historique de la cité. Situé à l'embouchure de la Bresle, à deux pas de la ville d'Eu, le Tréport, comme Saint-Valéry-en-Caux, est un petit port de pêche et de cabotage qui commença dès le neuvième siècle à faire son apparition dans l'histoire. Robert, comte d'Eu, y fonda, de 1057 à 1063, le monastère de Saint-Michel, célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, dans laquelle il fut inhumé en 1090. En 1471, le comte d'Eu, Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fit creuser d'Eu au Tréport le canal d'Artois, et établit des verreries dans la forêt. Le Tréport devint alors florissant, et ses vaisseaux réunis à ceux de la ville d'Eu firent la mer avec avantage. Un peu plus tard, en 1545, François de Cleves fit creuser un vaste bassin dans le port qui, dès lors, put recevoir des bâtiments de 300 tonneaux. Il protégea aussi la ville contre les attaques des Anglais, en construisant une tour en grès sur le bord de la mer, tour qui subsiste encore, et est l'une des principales curiosités du Tréport.

L'établissement des bains de mer est bâti un peu en avant de la ville, sur la plage ; il se compose d'un casino entouré de pelouses gazonnées et comprend une belle salle de danse et un salon de lecture réunis par une vaste galerie où sont installés les divers jeux en faveur aux bains de mer.

Depuis quelques années, la vogue du Tréport, comme station balnéaire, a grandi au point de faire revenir dans la petite ville un mouvement commercial important, ce qui consolidera la vieille cité de la réduction de son importance comme port de commerce, et ne tardera pas à lui rendre son ancienne splendeur.

A. CAHEN.

Quant au Casino, quand j'aurai dit qu'il a pour directeur M. Bias, un organisateur de *primo-cartello* et qui ne recule devant aucun sacrifice pour fournir à ses habitués les distractions les plus parisiennes, j'en aurai fait le plus sur éloges. N'est-ce pas M. Bias qui, l'an dernier, pour donner à sa clientèle la primeur d'une œuvre dramatique, s'improvisa dans deux genres différents — le drame et l'opérette — auteur, et se tira ma foi de cette double épreuve d'une façon brillante et qui ne sentait en rien son amateur ?

De Dieppe au Tréport, trente kilomètres. En partant à dix heures du matin, nous arrivons juste à point pour nous mettre à table. Pendant que nous déjeunons, permettez-moi de vous faire un rapide historique de la cité. Situé à l'embouchure de la Bresle, à deux pas de la ville d'Eu, le Tréport, comme Saint-Valéry-en-Caux, est un petit port de pêche et de cabotage qui commença dès le neuvième siècle à faire son apparition dans l'histoire. Robert, comte d'Eu, y fonda, de 1057 à 1063, le monastère de Saint-Michel, célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, dans laquelle il fut inhumé en 1090. En 1471, le comte d'Eu, Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fit creuser d'Eu au Tréport le canal d'Artois, et établit des verreries dans la forêt. Le Tréport devint alors florissant, et ses vaisseaux réunis à ceux de la ville d'Eu firent la mer avec avantage. Un peu plus tard, en 1545, François de Cleves fit creuser un vaste bassin dans le port qui, dès lors, put recevoir des bâtiments de 300 tonneaux. Il protégea aussi la ville contre les attaques des Anglais, en construisant une tour en grès sur le bord de la mer, tour qui subsiste encore, et est l'une des principales curiosités du Tréport.

L'établissement des bains de mer est bâti un peu en avant de la ville, sur la plage ; il se compose d'un casino entouré de pelouses gazonnées et comprend une belle salle de danse et un salon de lecture réunis par une vaste galerie où sont installés les divers jeux en faveur aux bains de mer.

Depuis quelques années, la vogue du Tréport, comme station balnéaire, a grandi au point de faire revenir dans la petite ville un mouvement commercial important, ce qui consolidera la vieille cité de la réduction de son importance comme port de commerce, et ne tardera pas à lui rendre son ancienne splendeur.

A. CAHEN.

Quant au Casino, quand j'aurai dit qu'il a pour directeur M. Bias, un organisateur de *primo-cartello* et qui ne recule devant aucun sacrifice pour fournir à ses habitués les distractions les plus parisiennes, j'en aurai fait le plus sur éloges. N'est-ce pas M. Bias qui, l'an dernier, pour donner à sa clientèle la primeur d'une œuvre dramatique, s'improvisa dans deux genres différents — le drame et l'opérette — auteur, et se tira ma foi de cette double épreuve d'une façon brillante et qui ne sentait en rien son amateur ?

De Dieppe au Tréport, trente kilomètres. En partant à dix heures du matin, nous arrivons juste à point pour nous mettre à table. Pendant que nous déjeunons, permettez-moi de vous faire un rapide historique de la cité. Situé à l'embouchure de la Bresle, à deux pas de la ville d'Eu, le Tréport, comme Saint-Valéry-en-Caux, est un petit port de pêche et de cabotage qui commença dès le neuvième siècle à faire son apparition dans l'histoire. Robert, comte d'Eu, y fonda, de 1057 à 1063, le monastère de Saint-Michel, célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, dans laquelle il fut inhumé en 1090. En 1471, le comte d'Eu, Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fit creuser d'Eu au Tréport le canal d'Artois, et établit des verreries dans la forêt. Le Tréport devint alors florissant, et ses vaisseaux réunis à ceux de la ville d'Eu firent la mer avec avantage. Un peu plus tard, en 1545, François de Cleves fit creuser un vaste bassin dans le port qui, dès lors, put recevoir des bâtiments de 300 tonneaux. Il protégea aussi la ville contre les attaques des Anglais, en construisant une tour en grès sur le bord de la mer, tour qui subsiste encore, et est l'une des principales curiosités du Tréport.

L'établissement des bains de mer est bâti un peu en avant de la ville, sur la plage ; il se compose d'un casino entouré de pelouses gazonnées et comprend une belle salle de danse et un salon de lecture réunis par une vaste galerie où sont installés les divers jeux en faveur aux bains de mer.

Depuis quelques années, la vogue du Tréport, comme station balnéaire, a grandi au point de faire revenir dans la petite ville un mouvement commercial important, ce qui consolidera la vieille cité de la réduction de son importance comme port de commerce, et ne tardera pas à lui rendre son ancienne splendeur.

A. CAHEN.

Quant au Casino, quand j'aurai dit qu'il a pour directeur M. Bias, un organisateur de *primo-cartello* et qui ne recule devant aucun sacrifice pour fournir à ses habitués les distractions les plus parisiennes, j'en aurai fait le plus sur éloges. N'est-ce pas M. Bias qui, l'an dernier, pour donner à sa clientèle la primeur d'une œuvre dramatique, s'improvisa dans deux genres différents — le drame et l'opérette — auteur, et se tira ma foi de cette double épreuve d'une façon brillante et qui ne sentait en rien son amateur ?

De Dieppe au Tréport, trente kilomètres. En partant à dix heures du matin, nous arrivons juste à point pour nous mettre à table. Pendant que nous déjeunons, permettez-moi de vous faire un rapide historique de la cité. Situé à l'embouchure de la Bresle, à deux pas de la ville d'Eu, le Tréport, comme Saint-Valéry-en-Caux, est un petit port de pêche et de cabotage qui commença dès le neuvième siècle à faire son apparition dans l'histoire. Robert, comte d'Eu, y fonda, de 1057 à 1063, le monastère de Saint-Michel, célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, dans laquelle il fut inhumé en 1090. En 1471, le comte d'Eu, Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fit creuser d'Eu au Tréport le canal d'Artois, et établit des verreries dans la forêt. Le Tréport devint alors florissant, et ses vaisseaux réunis à ceux de la ville d'Eu firent la mer avec avantage. Un peu plus tard, en 1545, François de Cleves fit creuser un vaste bassin dans le port qui, dès lors, put recevoir des bâtiments de 300 tonneaux. Il protégea aussi la ville contre les attaques des Anglais, en construisant une tour en grès sur le bord de la mer, tour qui subsiste encore, et est l'une des principales curiosités du Tréport.

L'établissement des bains de mer est bâti un peu en avant de la ville, sur la plage ; il se compose d'un casino entouré de pelouses gazonnées et comprend une belle salle de danse et un salon de lecture réunis par une vaste galerie où sont installés les divers jeux en faveur aux bains de mer.

Depuis quelques années, la vogue du Tréport, comme station balnéaire, a grandi au point de faire revenir dans la petite ville un mouvement commercial important, ce qui consolidera la vieille cité de la réduction de son importance comme port de commerce, et ne tardera pas à lui rendre son ancienne splendeur.

A. CAHEN.

Quant au Casino, quand j'aurai dit qu'il a pour directeur M. Bias, un organisateur de *primo-cartello* et qui ne recule devant aucun sacrifice pour fournir à ses habitués les distractions les plus parisiennes, j'en aurai fait le plus sur éloges. N'est-ce pas M. Bias qui, l'an dernier, pour donner à sa clientèle la primeur d'une œuvre dramatique, s'improvisa dans deux genres différents — le drame et l'opérette — auteur, et se tira ma foi de cette double épreuve d'une façon brillante et qui ne sentait en rien son amateur ?

De Dieppe au Tréport, trente kilomètres. En partant à dix heures du matin, nous arrivons juste à point pour nous mettre à table. Pendant que nous déjeunons, permettez-moi de vous faire un rapide historique de la cité. Situé à l'embouchure de la Bresle, à deux pas de la ville d'Eu, le Tréport, comme Saint-Valéry-en-Caux, est un petit port de pêche et de cabotage qui commença dès le neuvième siècle à faire son apparition dans l'histoire. Robert, comte d'Eu, y fonda, de 1057 à 1063, le monastère de Saint-Michel, célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, dans laquelle il fut inhumé en 1090. En 1471, le comte d'Eu, Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fit creuser d'Eu au Tréport le canal d'Artois, et établit des verreries dans la forêt. Le Tréport devint alors florissant, et ses vaisseaux réunis à ceux de la ville d'Eu firent la mer avec avantage. Un peu plus tard, en 1545, François de Cleves fit creuser un vaste bassin dans le port qui, dès lors, put recevoir des bâtiments de 300 tonneaux. Il protégea aussi la ville contre les attaques des Anglais, en construisant une tour en grès sur le bord de la mer, tour qui subsiste encore, et est l'une des principales curiosités du Tréport.

L'établissement des bains de mer est bâti un peu en avant de la ville, sur la plage ; il se compose d'un casino entouré de pelouses gazonnées et comprend une belle salle de danse et un salon de lecture réunis par une vaste galerie où sont installés les divers jeux en faveur aux bains de mer.

Depuis quelques années, la vogue du Tréport, comme station balnéaire, a grandi au point de faire revenir dans la petite ville un mouvement commercial important, ce qui consolidera la vieille cité de la réduction de son importance comme port de commerce, et ne tardera pas à lui rendre son ancienne splendeur.

A. CAHEN.

Mart. Aussi, en présence de ce grand succès, la direction a-t-elle résolu de prolonger les représentations de cette pièce jusqu'au 16 de ce mois.

M. Dickson nous prie de rappeler que tout élève, ayant obtenu un premier Prix, peut se présenter à la direction du théâtre Robert-Houdin, où il lui sera remis une entrée de faveur à titre d'encouragement.

G. DORANT.

AVIS ET COMMUNICATIONS

LOTTERIE DES ARTISTES MUSICIENS

Nous recevons les meilleurs renseignements sur le placement des derniers billets de cette loterie. Ils s'envolent rapidement. Avis aux retardataires.

Cette fois, le tirage ne sera pas reculé ; il est annoncé et se fera irrévocablement le mardi 25 août. Le montant des lots est à la Banque de France. Le gros lot est de 100,000 fr.

